



Distr.
GENERALE
A/3167
16 août 1956
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU COMMANDEMENT UNIFIE SUR LA COMMISSION
NEUTRE DE CONTROLE EN COREE

Communication en date du 15 août 1956 adressée au
Secrétaire général par le représentant des
Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des
Nations Unies

New-York, 15 août 1956

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de lui transmettre ci-joint cinq exemplaires du rapport du Commandement des forces des Nations Unies sur la Commission neutre de contrôle, accompagné des cinq annexes suivantes :

1. Texte de la note reçue par le Chargé d'affaires du Royaume-Uni le 9 avril 1956.
2. Texte de la note remise par le Chargé d'affaires du Royaume-Uni le 28 mai 1956.
3. Texte de la déclaration faite à la Commission militaire d'armistice à Panmunjom, le 31 mai 1956 par le représentant du Commandement des forces des Nations Unies.
4. Texte de la déclaration faite à la Commission militaire d'armistice à Panmunjom, le 5 juillet 1955, par le représentant du Commandement des forces des Nations Unies.
5. Texte de la déclaration faite à la Commission militaire d'armistice à Panmunjom le 14 juillet 1955, par le représentant du Commandement des forces des Nations Unies.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique prie le Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, sous forme de document de l'Assemblée générale, le texte du rapport et des annexes qui y sont jointes.

RAPPORT DU COMMANDEMENT UNIFIE SUR LA COMMISSION NEUTRE DE CONTROLE

Le Gouvernement des Etats-Unis, qui exerce le commandement unifié des forces des Nations Unies, a l'honneur de présenter ci-joint un rapport spécial concernant la Commission neutre de contrôle en Corée.

Le 31 mai 1956, le Commandement des forces des Nations Unies, à la suite de consultations qui ont eu lieu à Washington entre les Etats qui ont mis des forces armées à la disposition du Commandement, a fait savoir au Commandement communiste en Corée, à la Commission neutre de contrôle et aux équipes de la Commission se trouvant à Inchon, Pusan et Kunsan, qu'en raison des infractions commises par la partie communiste aux dispositions de la Convention d'armistice relatives aux renforts, aux rapports et au contrôle, et en raison des entraves apportées au fonctionnement de la Commission neutre de contrôle par la partie communiste et par les membres tchèque et polonais de ladite Commission, le Commandement des forces des Nations Unies suspendrait provisoirement l'application, dans la région relevant de son autorité, des dispositions de la Convention d'armistice régissant l'activité de la Commission neutre de contrôle; il a ajouté que cette suspension durerait tant que la partie communiste ne se conformerait pas à ses obligations.

C'est seulement après une longue période marquée d'incessantes provocations de la part des communistes et après un examen approfondi de la situation que le Commandement des forces des Nations Unies a fait la déclaration en question. Le Commandement unifié a estimé qu'il était de l'intérêt de la paix en Corée, et en Asie en général, de préciser sans équivoque aux communistes chinois et aux autorités de la Corée du Nord qu'on ne les laisserait pas tirer parti de leurs infractions constantes à la Convention d'armistice.

Les membres suisse et suédois de la Commission neutre de contrôle se sont entièrement conformés aux traditions de neutralité bien connues de la Suisse et de la Suède. Lorsqu'il est devenu évident que la Commission neutre de contrôle ne serait pas autorisée à exercer ses fonctions en Corée du Nord, la Suisse et la Suède ont voulu mettre un terme à l'activité des équipes d'inspection. Elles ont proposé aux autorités communistes compétentes de ramener les équipes d'inspection dans la zone démilitarisée. Les autorités communistes n'ont pas accepté ces propositions raisonnables.

Le 9 avril 1956, les communistes chinois ont fait parvenir, par l'intermédiaire du Royaume-Uni, aux gouvernements qui ont placé des forces armées à la disposition du Commandement des forces des Nations Unies, une note dans laquelle ils déclaraient que le problème qui se posait à la Commission neutre de contrôle ne pourrait être résolu tant que n'auraient pas été résolues les questions de l'unification de la Corée et du retrait des forces étrangères. Les communistes chinois et les autorités nord-coréennes suggéraient dans cette note, sans présenter aucune proposition précise, la convocation d'une conférence sur l'unification de la Corée et le retrait des forces étrangères, mais cette note était manifestement destinée à mettre un terme aux négociations entreprises en vue de trouver une solution au problème qui se posait à la Commission neutre de contrôle. Les gouvernements qui ont placé des forces armées à la disposition du Commandement des forces des Nations Unies ont répondu à la note communiste le 28 mai 1956. Les textes des notes ainsi échangées sont joints en annexe au présent rapport.

Dans ces conditions, le Commandement des forces des Nations Unies n'avait d'autre solution que d'user de ses droits. Afin de ne plus avoir à supporter la charge injuste que lui imposait la partie communiste en n'observant pas les dispositions de la Convention d'armistice concernant la Commission neutre de contrôle, le Commandement a cherché à rétablir l'équilibre en annonçant son intention de suspendre provisoirement l'application de ces dispositions dans la région relevant de son autorité, tant que les communistes ne se conformeraient pas à leurs obligations.

En ayant recours à cette solution, le Commandement des forces des Nations Unies a pris les dispositions que peut prendre une partie à un contrat dont certaines dispositions n'ont pas été respectées par l'autre partie. Le représentant du Commandement des forces des Nations Unies à la Commission militaire d'armistice a attiré l'attention à maintes reprises sur les infractions aux dispositions de l'armistice que commettaient les communistes et en particulier sur le fait que les communistes entravaient et rendaient impossible le fonctionnement de la Commission neutre de contrôle et la tâche de ses équipes d'inspection. La partie communiste a persisté dans son attitude.

Après la déclaration que le Commandement des forces des Nations Unies a faite le 31 mai 1956, le Commandement communiste a demandé une nouvelle réunion de la Commission militaire d'armistice; cette réunion s'est tenue le 4 juin. Le représentant communiste a commencé par imputer au Commandement des Nations Unies

de prétendues violations de la Convention d'armistice et demandé que le Commandement des forces des Nations Unies retire sa déclaration du 31 mai.

Le représentant du Commandement des forces des Nations Unies a répondu en soulignant que le Commandement n'avait cessé de s'efforcer d'obtenir que la partie communiste coopère à la mise en oeuvre des dispositions de la Convention d'armistice. Il a rappelé que le Commandement unifié avait à diverses reprises demandé à la Commission militaire d'armistice que la partie communiste montrât, par des actes, qu'elle acceptait les clauses de la Convention d'armistice et 1) présente à la Commission militaire d'armistice et à la Commission neutre de contrôle des rapports exacts sur chaque mouvement de matériel de combat et d'avions de combat effectué depuis la signature de l'armistice; 2) cesse immédiatement de faire pénétrer en Corée du matériel de combat et des avions de combat en violation du paragraphe 13 d) de la Convention d'armistice; et 3) procède sans retard à l'enlèvement de tout le matériel de combat et de tous les avions de combat introduits en Corée depuis le 27 juillet 1953 en violation de la Convention d'armistice. Il a déclaré en outre que la décision prise par le Commandement des forces des Nations Unies à l'égard de la Commission neutre de contrôle était la conséquence normale des infractions commises, des charges imposées et préjudice causé, et était le minimum de ce que devait faire le Commandement des forces des Nations Unies pour sauvegarder par des mesures légales, pacifiques et raisonnables les droits légitimes qu'il tenait de la Convention d'armistice.

En insistant à nouveau pour que le Commandement des forces des Nations Unies retirât sa déclaration du 31 mai, le représentant communiste a déclaré que sa partie "avait accepté la proposition du Gouvernement suédois en date du 10 mars 1956 tendant à ce que la Commission neutre de contrôle retire temporairement les équipes d'inspection placées aux points d'entrée désignés, en se réservant le droit d'envoyer ces équipes en un point d'entrée quelconque, momentanément et à titre provisoire". Le représentant du Commandement des forces des Nations Unies a répondu que cette proposition ne pouvait être acceptée puisqu'il n'y avait aucune raison de croire qu'un changement interviendrait brusquement dans l'attitude qu'avaient suivie jusqu'alors les membres tchèque et polonais, et qui avait rendu impossible la tâche des équipes mobiles d'inspection et la surveillance efficace de la mise en oeuvre des dispositions des paragraphes 13 c) et d) de la Convention d'armistice.

Le 5 juin 1956, les quatre membres de la Commission neutre de contrôle ont écrit à la Commission militaire d'armistice pour répondre à la déclaration du Commandement des forces des Nations Unies en date du 31 mai 1956 et à une lettre de la partie communiste en date du 4 juin 1956 portant acceptation de la proposition formulée par le Gouvernement suédois le 10 mars 1956, proposition dont la teneur est indiquée ci-dessus. Dans sa lettre datée du 5 juin 1956, la Commission neutre de contrôle indiquait qu'elle avait "décidé à l'unanimité de recommander à la Commission militaire d'armistice d'accepter le retrait provisoire des sous-équipes neutres d'inspection stationnées dans le territoire placé sous le contrôle militaire des deux parties". La Commission neutre de contrôle ajoutait dans cette lettre que le retrait provisoire serait effectué sans délai dès réception de l'autorisation de la Commission militaire d'armistice. Elle déclarait également estimer "que ce retrait est provisoire et ne modifie pas le statut légal de la Commission neutre de contrôle, aussi longtemps que les deux parties représentées à la Commission militaire ne sont pas parvenues à un accord mutuel à cet égard".

Lors d'une réunion de la Commission militaire d'armistice, le 27 juin 1956, le représentant communiste a déclaré au sujet de cette proposition :

"Il est regrettable que la Commission neutre de contrôle, cédant à d'évidentes pressions de votre partie, ait recommandé le 5 juin à la Commission militaire d'armistice le retrait temporaire des équipes d'inspection.

"Prenant en considération l'ensemble de la situation, notre partie propose que les deux parties représentées à la Commission militaire d'armistice précisent à la Commission neutre de contrôle les deux points suivants :

"1) Aucune modification ne doit être apportée aux fonctions et aux pouvoirs de la Commission neutre de contrôle et de ses équipes d'inspection qui constituent des éléments fondamentaux et une partie intégrante de la Convention d'armistice.

"2) Le retrait des équipes d'inspection, dans le Nord comme dans le Sud, constitue une mesure provisoire. La Commission neutre de contrôle conserve le droit d'envoyer de nouveau des équipes d'inspection dans les postes situés aux points d'entrée désignés au cas où l'une des parties à la Convention d'armistice porterait une accusation fondée concernant une infraction quelconque à la Convention d'armistice par l'autre partie."

Le représentant du Commandement des forces des Nations Unies a pris l'attitude suivante :

"Notre partie est heureuse que la Commission neutre de contrôle ait recommandé à l'unanimité à la Commission militaire d'armistice le retrait rapide des sous-équipes neutres d'inspection stationnées dans les territoires placés sous l'autorité militaire du Commandement des forces des Nations Unies ou de l'Armée populaire coréenne et des volontaires du peuple chinois. Le Commandement des forces des Nations Unies accepte que la Commission militaire d'armistice autorise ce retrait."

Comme la partie communiste n'était pas disposée à accepter la recommandation de la Commission neutre de contrôle relative au retrait rapide des équipes du territoire de chacune des deux parties, sans y mettre des conditions inacceptables, le représentant du Commandement des forces des Nations Unies a confirmé que le Commandement avait l'intention de mettre en oeuvre la déclaration du 31 mai. Il a répété que la suspension provisoire serait maintenue tant que la partie communiste ne se conformerait pas aux obligations que lui imposent les dispositions de la Convention d'armistice relatives aux renforts, aux rapports et à l'inspection. En même temps, il a souligné que cette suspension provisoire ne modifiait absolument pas la résolution du Commandement des Nations Unies "de continuer de se conformer entièrement aux dispositions de tous les autres paragraphes de la Convention d'armistice". Il a ajouté que le Commandement continuerait "à présenter à la Commission de contrôle, dans la zone démilitarisée, des rapports aussi exacts et aussi complets que ceux qu'il a présentés par le passé, à l'intérieur comme à l'extérieur de ladite zone."

Le 8 juin, le chef de la délégation du Commandement des forces des Nations Unies à la Commission militaire d'armistice a adressé à la Commission neutre de contrôle une lettre dans laquelle il déclarait que "le Commandement des forces des Nations Unies cesse, en ce qui le concerne, d'appliquer à compter du 9 juin 1956 les dispositions de la Convention d'armistice relatives aux opérations de la Commission neutre de contrôle et des équipes neutres d'inspection dans la région relevant de l'autorité du Commandement des forces des Nations Unies. Le Commandement des forces des Nations Unies compte qu'à cette date les équipes seront ramenées dans la zone démilitarisée. Les détails administratifs concernant ce déplacement seront donnés par les voies de liaison normales."

La Commission neutre de contrôle s'est réunie à nouveau le 8 juin. Elle a, à cette séance, décidé de retirer ses équipes d'inspection des points d'entrée de Pusan, Kunsan, Inchon, Sinuiju, l'ampo et Sinanju et autorisé leur retour à Panmunjom. Dans une lettre en date du 8 juin adressée à la Commission militaire d'armistice la Commission a fait savoir "qu'elle a décidé de donner pour instructions aux équipes neutres d'inspection de suspendre leurs opérations de surveillance, d'inspection et de contrôle dans les différents points d'entrée à partir du 9 juin 1956, à 0 h. 01, heure locale, et de retourner à Panmunjom dès que les moyens de transport demandés par la Commission auront été mis à leur disposition.

En conséquence, les équipes qui se trouvaient dans la République de Corée ont été amenées par avion dans la zone démilitarisée le 9 juin. Les équipes qui se trouvaient en Corée du Nord sont revenues à Panmunjom les 10 et 11 juin.

De l'avis du Commandement unifié, le retrait des équipes d'inspection est conforme aux objectifs fondamentaux de la Convention d'armistice puisqu'il met fin à une distorsion grave des dispositions de cette Convention relatives à l'inspection. La partie communiste a constamment empêché que des inspections utiles aient lieu sur son territoire, mais elle désirait conserver les équipes d'inspection pour maintenir un semblant de surveillance efficace du respect des dispositions de la Convention d'armistice relatives aux renforts.

Le Commandement des forces des Nations Unies a précisé qu'il considérait que la Convention d'armistice demeurerait en vigueur et qu'il se bornait à la suspension dont il a été question. En suspendant ces opérations, le Commandement des forces des Nations Unies n'a fait que prendre une mesure indispensable pour protéger les droits qu'il tient de la Convention d'armistice. Le Commandement des forces des Nations Unies soumettra comme par le passé des rapports à la Commission neutre de contrôle dans la zone démilitarisée ainsi qu'il est prévu au paragraphe 13 d) de la Convention d'armistice.

On trouvera ci-joint le texte de la déclaration que le représentant du Commandement des forces des Nations Unies a faite le 31 mai 1956 à la Commission militaire d'armistice, ainsi que le texte des déclarations qu'il y a faites les 4 juillet 1955 et 14 juillet 1955; dans ces déclarations sont résumées les infractions commises par les communistes aux dispositions de la Convention d'armistice en Corée limitant l'envoi de renforts, et les entraves apportées par les communistes aux travaux de la Commission neutre de contrôle.

TEXTE D'UNE NOTE RECUE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES BRITANNIQUE
A PEKIN, LE 9 AVRIL 1956, ET EMANANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

1. Les Gouvernements suédois et suisse ont exposé à plusieurs reprises au Gouvernement chinois, les difficultés pratiques auxquelles ils se heurtaient dans leurs travaux au sein de la Commission neutre de contrôle en Corée et ont exprimé l'espoir qu'un règlement pourrait intervenir. Le Gouvernement chinois comprend parfaitement la situation des Gouvernements suisse et suédois et il s'est efforcé inlassablement d'atténuer ces difficultés. Le Gouvernement suédois a proposé récemment que les six équipes neutres d'observation, actuellement stationnées dans les points d'entrée désignés de la Corée du Sud et du Nord, soient provisoirement retirées et que des équipes d'observation n'y soient envoyées que temporairement et seulement en cas de nécessité; le Gouvernement suisse, de son côté, a proposé que les équipes neutres d'observation actuellement stationnées dans les six points d'entrée désignés soient supprimées et que seules des équipes d'observation mobiles soient conservées. Le Gouvernement chinois est persuadé qu'une solution véritable ne pourra être apportée aux difficultés pratiques dont les Gouvernements suisse et suédois ont fait état à plusieurs reprises, que lorsque la question de l'unification pacifique de la Corée et surtout la question du retrait de toutes les forces étrangères de Corée, auront été résolues.
2. Depuis la Conférence sur la Corée qui s'est tenue à Genève en 1954, les Chinois et les Coréens ont constamment préconisé la convocation d'une conférence des nations intéressées pour étudier la question du retrait de toutes les forces étrangères de Corée et celle de l'unification pacifique de la Corée. Le Gouvernement chinois est convaincu, en outre, que si toutes les parties intéressées sont réellement désireuses de rechercher un règlement, il sera possible de parvenir à une solution raisonnable de ces questions.
3. En raison des considérations ci-dessus, le Gouvernement chinois, agissant tant en son propre nom qu'au nom du Gouvernement de la République démocratique populaire de Corée qui l'a autorisé de le faire, propose au Gouvernement du Royaume-Uni, et par l'intermédiaire de ce dernier à tous les autres gouvernements

que représente le Commandement des forces des Nations Unies, de réunir une conférence des nations intéressées, pour examiner la question du retrait de toutes les forces étrangères de Corée et celle de l'unification pacifique de la Corée. Les Gouvernements coréen et chinois prient le Gouvernement du Royaume-Uni de transmettre cette proposition à tous les autres gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies. Les Gouvernements coréen et chinois espèrent que le Gouvernement du Royaume-Uni et tous les autres gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies examineront cette proposition et donneront leur réponse le plus tôt possible.

TEXTE D'UNE NOTE REMISE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES DU ROYAUME-UNI
A PEKIN AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE LE 28 MAI 1956, EN RÉPONSE À LA NOTE CHINOISE
DU 9 AVRIL

1. D'ordre du Secrétaire d'Etat principal aux affaires étrangères de Sa Majesté, j'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence, en date du 9 avril, relative aux difficultés rencontrées par la Commission neutre de contrôle en Corée, et proposant la réunion d'une conférence sur le retrait des forces étrangères de Corée et sur l'unification de la Corée.
2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, conformément à la demande formulée dans la note de Votre Excellence, en date du 9 avril, a transmis cette note aux autres gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies et qui, après s'être consultés ont prié le Gouvernement de Sa Majesté de répondre en leur nom.
3. Depuis longtemps les gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies considèrent que les espoirs déçus du peuple coréen de voir se réaliser l'unification de leur pays, constituent le problème fondamental qui se pose en Corée. Ils ont exposé en détail, à Genève, leur point de vue en ce qui concerne le règlement équitable de cette question en conformité des buts des Nations Unies. Ce point de vue a été réaffirmé au cours des deux dernières sessions de l'Assemblée générale, où il a reçu l'appui d'une majorité écrasante des Membres des Nations Unies.
4. En ce qui concerne la proposition de la République populaire de Chine et des autorités de la Corée du Nord tendant à réunir une conférence sur le retrait des troupes étrangères et l'unification de la Corée, les gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies n'ont connaissance d'aucun changement d'attitude de la part de la République populaire de Chine et des autorités de la Corée du Nord, qui permette de réunir utilement une conférence. Les gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies restent prêts à examiner la question de l'unification en conformité des buts des Nations Unies. Si la République populaire de Chine et les autorités de la Corée du Nord ont des propositions précises à faire en vue d'un règlement de la question coréenne compatible avec les buts des Nations Unies, les gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies sont disposés à accorder la plus grande attention à ces propositions.

5. La République populaire de Chine et les autorités de la Corée du Nord n'étant pas disposées à négocier sur la base des buts des Nations Unies, la question de la Commission neutre de contrôle peut et doit être séparée du problème de l'unification. En attendant qu'un accord sur l'unification soit réalisé, la Convention d'armistice reste en vigueur en Corée et toutes les parties intéressées doivent s'efforcer d'assurer le maintien de l'armistice et de résoudre les problèmes qui se posent à cet égard. Les gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies tiennent à réaffirmer leur désir de défendre l'accord d'armistice et leur intention de contribuer à la paix en Corée.

6. Ils ne sauraient accepter la déclaration contenue dans la note du 9 avril 1956, suivant laquelle la République populaire de Chine et les autorités de la Corée du Nord se sont "efforcées inlassablement d'atténuer" les difficultés rencontrées par les Gouvernements suisse et suédois dans leurs travaux au sein de la Commission neutre de contrôle, car ces difficultés ont, en fait, été créées par l'attitude de la partie sino-nord-coréenne elle-même. Les propositions des Gouvernements suisse et suédois, mentionnées dans la note du 9 avril, (et que les gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies considèrent comme raisonnables et auxquelles ils apportent tout leur appui) ont été rendues nécessaires par la politique visant à empêcher systématiquement la Commission neutre de contrôle d'exercer ses attributions, politique que la partie sino-nord-coréenne a toujours pratiquée depuis la signature de la Convention d'armistice. La partie sino-nord-coréenne a continué d'introduire du personnel et du matériel militaires en Corée par d'autres points d'entrée que ceux qui ont été spécifiés à cet effet dans la Convention d'armistice, et s'est abstenue d'en aviser la Commission neutre de contrôle. A la faveur de l'obstruction pratiquée par les membres tchèque et polonais de la Commission neutre de contrôle, le Commandement des Nations Unies a été effectivement mis dans l'impossibilité d'obtenir que des enquêtes soient faites sur ces actes. En bref, la partie sino-nord-coréenne a mis la Commission neutre de contrôle dans l'impossibilité totale d'assurer une surveillance efficace au nord de la zone démilitarisée. Dans ces conditions, l'activité des membres tchèque et polonais de la Commission neutre de contrôle au sud de la zone démilitarisée, impose une charge injuste à la partie des Nations Unies. Le Commandement des Nations Unies exposera en détail sa position sur cette question à la Commission militaire d'armistice.

7. Compte tenu de ce qui précède et de l'attitude de la partie sino-nord-coréenne à l'égard de ses obligations envers la Commission neutre de contrôle, attitude révélée par son comportement dans la pratique, les gouvernements que représente le Commandement des forces des Nations Unies estiment que la partie en question n'a donné aucune preuve de la bonne foi indispensable pour qu'une nouvelle conférence soit utile. Tant que la partie sino-nord-coréenne ne sera pas prête à négocier sincèrement sur la base des buts des Nations Unies, les gouvernements du Commandement unifié des Nations Unies estimeront qu'une autre conférence n'aboutirait qu'à une nouvelle impasse analogue à celle à laquelle a abouti la Conférence de Genève en 1954.

DECLARATION FAITE A LA COMMISSION MILITAIRE D'ARMISTICE A PANMUNJOMN,
EN COREE, LE 31 MAI 1956, PAR LE REPRESENTANT DU COMMANDEMENT DES
FORCES DES NATIONS UNIES

Je dois revenir sur une question importante que nous avons fréquemment discutée ici dans le passé et que l'Assemblée générale des Nations Unies a examinée aussi à sa dixième session, sans aboutir à un résultat satisfaisant.

La Convention d'armistice en Corée est en vigueur depuis près de trois ans et son objet essentiel, qui était d'arrêter les hostilités en Corée et d'en empêcher la reprise, est atteint. Il en résulte que le danger d'une guerre générale en Extrême-Orient a sensiblement diminué.

Cependant, certaines dispositions de la Convention d'armistice, qui devaient contribuer à assurer la stabilité de la suspension d'armes ont été enfreintes gravement et de façon persistante. Il faut citer notamment celles qui concernent la Commission neutre de contrôle, ainsi que l'établissement de rapports et l'inspection auxquels doivent donner lieu les entrées de personnel et de matériel militaires en Corée. Ces dispositions visaient à assurer le respect par les deux parties des limites fixées d'un commun accord, en ce qui concerne ces entrées, dans les alinéas c) et d) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice. En bref, si l'on a créé la Commission neutre de contrôle, c'est pour empêcher les violations de la Convention d'armistice grâce à un organisme de surveillance habilité à procéder à des inspections complètes et appropriées et donc en mesure de garantir que les parties présenteraient des rapports exacts et observeraient strictement la Convention.

Lors de séances précédentes de la Commission d'armistice militaire, le Chef de la délégation du Commandement des Nations Unies a protesté longuement contre vos agissements et vos infractions qui ont empêché une mise en oeuvre satisfaisante de ces dispositions relatives à l'inspection. Je me bornerai donc à résumer la situation actuelle.

Depuis la conclusion de la Convention d'armistice, votre partie a continuellement fait pénétrer illégalement des soldats et du matériel dans le pays sans en aviser la Commission neutre de contrôle. Lorsque le Commandement des Nations Unies a demandé une inspection sur ces entrées illégales, les membres tchécoslovaque et polonais de la Commission neutre de contrôle, ou bien s'y sont opposés ou bien vous ont aidés à entraver les efforts de leurs collègues suisse et suédois, de façon qu'il fût impossible de procéder à des inspections efficaces et donc de

découvrir ces entrées illégales. Vous vous êtes servis de la Commission neutre de contrôle comme d'un paravent à l'abri duquel vous faisiez pénétrer illégalement des soldats et du matériel en Corée du nord, puisque vous l'avez en fait empêché d'y accomplir la tâche pour laquelle elle avait été créée par la Convention d'armistice. Le Commandement des Nations Unies, par contre, a fidèlement observé les dispositions de la Convention et a prêté un concours sans réserve lors des inspections effectuées par les équipes de la Commission neutre de contrôle sur le territoire relevant de son autorité.

Pour prendre un exemple précis, notez le contraste entre la manière dont vous vous êtes acquittés de l'obligation de présenter des rapports à la Commission neutre de contrôle, et celle qu'a employée le Commandement des Nations Unies. Aux termes de la Convention d'armistice, les deux parties doivent présenter promptement des rapports détaillés chaque fois qu'elles font pénétrer du personnel ou du matériel militaires en Corée. Pendant les six premiers mois environ qui ont suivi l'armistice, c'est-à-dire pendant la période où vous avez fait entrer illégalement en Corée les plus grandes quantités d'hommes et de matériel, vous avez soumis à la Commission neutre de contrôle onze rapports seulement concernant le matériel de combat; ces rapports faisaient apparaître le chiffre incroyablement faible de 40 chargeurs de rechange, et il n'y était pas question d'avions. Durant la même période, le Commandement des Nations Unies a présenté 598 rapports indiquant l'arrivée en Corée de 13 millions environ de chargeurs de rechange et de 2.434 avions de remplacement. Entre la date d'entrée en vigueur de la Convention d'armistice et le mois de juin 1955, vos rapports sur le matériel de combat ont été un peu plus nombreux, 162 au total. Toutefois, et cela est surprenant, ces rapports ne contiennent eux non plus aucune mention d'avions, et leur nombre est insignifiant si l'on songe que le Commandement des Nations Unies a soumis 1.969 rapports au cours de la même période. Il est d'autant plus étrange que vous n'ayez signalé l'arrivée d'aucun avion de combat, que vous disposez actuellement en Corée du Nord de 400 ou 500 appareils de ce genre, dont plus de la moitié sont des chasseurs ou des bombardiers à réaction, que vous ne possédiez pas dans cette région à l'époque où la Convention d'armistice a été signée.

D'autre part, les représentants de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, pays que vous avez désignés pour faire partie de la Commission neutre de contrôle, ont refusé que des inspections aient lieu en Corée du Nord lorsque vous vous y opposiez ou bien ont retardé ces inspections jusqu'à ce que l'on ait pu faire disparaître les preuves des infractions commises. Du fait qu'ils disposaient de la moitié des

voix: à la Commission, les officiers tchécoslovaque et polonais ont disposé d'un droit de veto absolu contre toute proposition dont elle était saisie. Les membres de la Commission désignés par le Commandement des Nations Unies, savoir la Suède et la Suisse, ont fait preuve de neutralité au sens véritable du terme. Les officiers suédois et suisse qui siégeaient à la Commission ont examiné en elles-mêmes toutes les propositions et toutes les accusations qui leur ont été soumises et se sont prononcés en conséquence.

Outre que les officiers tchécoslovaque et polonais ont profondément altéré le caractère de la Commission neutre de contrôle en ne permettant des inspections importantes que sur le territoire soumis à l'autorité du Commandement des Nations Unies, vous avez eu vous-mêmes recours à une autre tactique en vue de contrecarrer le fonctionnement de la Commission sur le territoire relevant de votre autorité.

Vous avez introduit des hommes et du matériel dans le pays par des points autres que les points d'entrée approuvés; en un endroit au moins, vous avez construit une voie de contournement autour d'un point d'entrée et vous avez fait pénétrer par ce moyen du matériel et du personnel. Vous avez également entravé l'activité des équipes de la Commission qui étaient stationnées aux points d'entrée soumis à votre autorité, de façon à les empêcher de s'acquitter de leur tâche; c'est ce qui s'est produit notamment lorsque vous avez fixé pour l'inspection des trains une heure indue, au milieu de la nuit, et lorsque vous avez prévenu les équipes trop peu de temps à l'avance pour leur permettre de venir inspecter un train passant par un point d'entrée.

L'activité des équipes mobiles d'inspection dans le nord du pays a été également contrecarrée. Comme les membres suisse et suédois de l'équipe No. 7 l'ont constaté après avoir tenté une inspection d'aérodromes, "...l'équipe n'a pas été en mesure" dans cette région "de mener une enquête suffisamment approfondie qui [lui] aurait permis de se faire une idée exacte...". Ils ont motivé leur conclusion de façon détaillée, en faisant observer notamment que vous aviez refusé de communiquer l'état des mouvements d'avions et que leurs demandes répétées en vue d'inspecter ne fût-ce que les abords immédiats des aérodromes dont les prétendues limites leur paraissaient contestables, avaient été rejetées.

En contraste avec l'obstruction à laquelle vous vous êtes livrés, le Commandement des Nations Unies a apporté tout son concours aux équipes d'inspection envoyées pour enquêter sur les violations de l'armistice que vous nous imputiez. Nous avons montré aux équipes No 9 et No 10 les états des mouvements d'avions dont elles avaient besoin pour procéder à leurs enquêtes et nous leur avons donné la possibilité d'inspecter les appareils sur le terrain. Les membres suisse et suédois de l'équipe No 10 ont déclaré le 26 avril 1956 : "En toute justice, on ne saurait aucunement reprocher au Commandement des Nations Unies de ne pas avoir apporté à l'équipe le concours jugé nécessaire pour mener l'enquête à bien. En outre, rien ne permet de le soupçonner d'avoir intentionnellement dissimulé des renseignements intéressant l'enquête. Les recherches et les inspections ont eu lieu dans tous les endroits spécialement indiqués par l'Armée populaire coréenne et les volontaires du peuple chinois. Cependant, il n'a été trouvé aucune des différentes pièces de combat... énumérées dans l'accusation..."

L'esprit de coopération dont le Commandement des Nations Unies a fait preuve au cours des enquêtes menées dans le sud par les équipes No 9 et No 10, d'une part, et les difficultés que l'équipe No 7 a éprouvées dans le nord, d'autre part, montrent que chaque partie est fidèle à l'attitude que les représentants suisse et suédois ont exposée dans un mémorandum présenté à la Commission neutre de contrôle le 7 mai 1954. A cette époque, ces derniers ont déclaré, après environ une année d'expérience :

"Le Commandement des Nations Unies... a, dès le début, interprété ses obligations de la façon la plus large et s'est pleinement soumis à la surveillance des équipes neutres d'inspection stationnées aux points d'entrée situés sur le territoire relevant de son autorité. Soit spontanément, soit lorsqu'il en a été prié, il a mis à la disposition des équipes d'inspection tous les documents... relatifs aux entrées et aux sorties de matériel... Les équipes d'inspection ont ainsi été en mesure d'inspecter tout le matériel dont elles estimaient devoir s'occuper et de faire rapport à ce sujet..."

"L'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, par contre ... n'ont jamais présenté, aux fins d'inspection, d'autres documents que des préavis ... Les équipes d'inspection n'ont pas été à même de vérifier efficacement les autres mouvements, et cela en raison de l'attitude prise par leurs collègues tchécoslovaque et polonais ... dans le territoire sous contrôle militaire de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois; les membres tchécoslovaque et polonais des équipes d'inspection, grâce à leur droit de 'veto', ont maintenu à un strict minimum le nombre des vérifications sur place ... ces vérifications sont devenues un simple moyen de sauver les apparences, dépourvu de toute signification réelle. Par conséquent, les équipes d'inspection opérant dans le nord n'ont jamais eu une connaissance aussi poussée des mouvements de matériel que celles qui étaient affectées au sud."

A maintes reprises, au cours de cette période qui a duré presque trois ans, et tout récemment encore, le 25 février 1956, le Commandement des Nations Unies a demandé formellement, devant la Commission d'armistice militaire, que votre partie change d'attitude et se conforme aux dispositions de la Convention d'armistice qui réglementent l'entrée de matériel et d'équipement de combat. Vous avez ignoré ces demandes et vous n'avez nullement manifesté l'intention de les prendre en considération. On doit donc conclure que vous vous proposez de continuer de manquer à vos obligations relatives à la présentation de rapports. On doit aussi conclure que vous avez l'intention de continuer d'exploiter l'attitude dépourvue de neutralité des membres tchécoslovaque et polonais des équipes d'inspection qui opposent leur veto aux inspections embarrassantes, et que la Commission neutre de contrôle demeurera dans l'impossibilité de déceler et de divulguer les entrées illégales de personnel et de matériel dont vous vous rendez coupables.

Au cours des derniers mois, les Gouvernements suédois et suisse ont proposé à plusieurs reprises aux autorités compétentes de Tchécoslovaquie, de Pologne et de la Chine communiste de ramener les équipes d'inspection dans la zone démilitarisée, où les deux parties continueraient à faire rapport à la Commission. Vous avez toujours rejeté cette proposition raisonnable. Tout récemment, les autorités communistes chinoises dans la note qu'elles ont adressée, le 9 avril 1956, aux pays représentés par le Commandement des Nations Unies, ont exprimé l'opinion que cette question ne pourrait être réglée tant que les problèmes de l'unification de la Corée et du retrait des troupes ne seraient pas résolus. Le Commandement des Nations Unies a dû par conséquent recourir aux moyens dont il disposait pour remédier à la situation née des manquements dont j'ai parlé. Pas plus que les

membres tchécoslovaque et polonais de la Commission neutre de contrôle, vous n'avez respecté fidèlement certaines dispositions importantes de la Convention d'armistice. Le Commandement des Nations Unies, en tant que partie à cette Convention, est donc fondé à prendre les mesures nécessaires pour se protéger contre les conséquences d'une conduite aussi injustifiée. Vous n'avez donc plus le droit exclusif de tirer profit des dispositions de la Convention d'armistice qui ont été enfreintes et dont l'application a été contrecarrée par votre attitude et celle des membres tchécoslovaque et polonais de la Commission neutre de contrôle. Le Commandement des Nations Unies a fait preuve de la plus grande circonspection et de la plus grande patience en cette matière. Nous avons essayé tous les autres moyens possibles de remédier à la situation. La ligne de conduite que nous devons maintenant adopter est la conséquence normale des infractions commises, des charges imposées et du préjudice causé, et c'est le minimum de ce que nous devons faire pour sauvegarder, par des mesures légales, pacifiques et raisonnables, les intérêts légitimes que nous reconnaît la Convention d'armistice.

Le Commandement des Nations Unies vous informe maintenant et fait savoir également à la Commission neutre de contrôle et à ses équipes stationnées à Inchon, Pusan et Kunsan qu'en raison des obstructions et des infractions auxquelles vous vous êtes livrés et par suite de l'attitude des membres tchécoslovaque et polonais de la Commission neutre de contrôle et des équipes d'inspection neutres, il suspendra provisoirement et tant que vous ne vous conformerez pas à vos obligations, l'application des dispositions de la Convention d'armistice régissant l'activité de la Commission neutre de contrôle et de ses équipes dans la région relevant de l'autorité du Commandement des Nations Unies. Nous vous informons que cette décision prendra effet dans une semaine environ et que le Commandement des Nations Unies compte que les équipes de la Commission auront été retirées de ladite région à ce moment-là. Le Commandement des Nations Unies ne prend que les mesures indispensables pour sauvegarder les droits qu'il tient de la Convention d'armistice. Il continue à considérer que ladite Convention est en vigueur et il se borne à suspendre l'application des dispositions précises dont il vient d'être question. Enfin, puisque, pour les raisons indiquées, les équipes de la Commission neutre de contrôle stationnées dans le nord n'ont pas été à même d'accomplir leur tâche, nous ne voyons pas l'utilité de les y maintenir.

STATE-FD, Washington, D.C.

DECLARATION FAITE A LA COMMISSION D'ARMISTICE MILITAIRE,
A PANMUNJON (COREE), LE 5 JUILLET 1955, PAR LE
REPRESENTANT DU COMMANDEMENT DES NATIONS UNIES

"La conclusion et le maintien de l'armistice en Corée reposaient sur un principe fondamental; aucun des commandements ne modifierait l'équilibre entre les forces militaires des deux parties en présence, tel qu'il existait le 27 juillet 1953, en faisant pénétrer dans le pays des renforts en hommes ou en matériel de combat. Le paragraphe 13 de la Convention d'armistice contient des dispositions détaillées pour la mise en oeuvre de ce principe essentiel.

"Peu de temps après la signature de l'armistice, le Commandement des Nations Unies a constaté que l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois utilisaient tous les subterfuges possibles pour éluder l'application des dispositions des alinéas c) et d) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice. Alors que le Commandement des Nations Unies a présenté dès le 28 juillet 1953, c'est-à-dire le lendemain de la signature de l'armistice, le premier des rapports sur le matériel de combat et le personnel militaire, prévus par les alinéas c) et d) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice, votre partie n'a soumis que le 12 septembre 1953 son premier rapport sur la relève du personnel, et ce n'est que le 6 octobre 1953 que vous avez fait parvenir votre premier rapport sur le matériel de combat. Votre premier rapport sur le personnel, qui est daté du 12 septembre 1953, au lieu d'indiquer les entrées et les sorties effectives, se borne à signaler 964 sorties et aucune entrée pour la période de 24 heures, du 15 au 16 septembre 1953. Vous souhaiteriez, semble-t-il, faire croire au Commandement des Nations Unies et à la Commission neutre de contrôle que, bien que l'effectif de vos forces armées dépassât 1.200.000 hommes, dont la majorité venait de la Chine communiste, pas un seul soldat ne serait entré en Corée ni n'en serait sorti pendant les sept semaines qui se sont écoulées entre le 28 juillet et le 5 septembre.

"Votre premier rapport sur le matériel de combat, qui est daté du 6 octobre 1953, indiquait une sortie de 4 canons antichars de 57 mm avec 20 chargeurs; ce n'est que le 9 février 1954 que vous avez présenté votre premier rapport régulier sur le matériel de combat dans lequel était signalée une entrée de matériel et il s'agissait d'un canon antiaérien de 37 mm. Là encore, vous paraissiez vouloir nous faire admettre que vous pouviez apporter un appui logistique à vos très importantes forces militaires stationnées dans la Corée du Nord ravagée par la guerre, en faisant entrer une seule livraison d'armes pendant les six premiers mois qui ont suivi l'armistice.

"Les chiffres ci-après, extraits des documents officiels relatifs à la première année de l'armistice, montre que le Commandement des Nations Unies n'a cessé d'appliquer scrupuleusement les dispositions des alinéas a) et d) du paragraphe 13. Du 27 juillet 1953 au 31 juillet 1954, le Commandement des Nations Unies a soumis 370 rapports concernant du personnel, et signalant 287.343 arrivées et 362.122 départs. Pendant la même période, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois n'ont soumis que

42 rapports, lesquels signalaient des chiffres ridiculement bas, à savoir 12.748 arrivées et 31.201 départs.

"Au cours de cette période, le Commandement des Nations Unies a soumis 1.057 rapports concernant du matériel de combat, et signalant un mouvement de 9.717 avions de combat, 1.034 véhicules blindés, 194.385 armes et 386.828.087 cartouches ou chargeurs.

"Par contre, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois n'ont soumis que 24 rapports portant sur du matériel de combat, et signalant un mouvement de 14 engins blindés, 1.848 armes et 746.500 cartouches ou chargeurs, sans aucun mouvement d'avions de combat.

"Le Commandement des Nations Unies a élaboré un système et des modalités qui visent à assurer que tout le matériel de combat et tout le personnel qui entrent en Corée ou en sortent passent exclusivement par les points d'entrée désignés, et il a pris les mesures nécessaires pour faciliter aux équipes neutres d'inspection, l'inspection libre et complète de ces envois. L'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, de leur côté, n'ont mis en vigueur ni système ni modalités de ce genre, n'ont pas utilisé les points d'entrée désignés et ont eu recours à tous les prétextes possibles pour tourner les dispositions des alinéas c) et d) du paragraphe 13. Les membres tchécoslovaque et polonais de la Commission neutre de contrôle sont parvenus à bloquer les efforts qu'ont faits leurs collègues suisse et suédois pour s'acquitter de leur tâche d'inspection et d'observation.

"Les avantages relatifs du système établi dans le Sud, et de celui qui a été établi dans le Nord, ont donné lieu à des discussions et à des délibérations prolongées à la Commission neutre de contrôle.

"A la 107ème séance plénière de la Commission neutre de contrôle, le 23 février 1954, le général Wacker, chef de la délégation suisse, a formulé les observations que voici : 'Dans le Sud, la relève s'effectue tous les jours et à toutes les heures à tous les points d'entrée, à l'exception d'un seul, tandis que dans le Nord, on fait sortir une fois par mois quelques pièces détachées par un ou deux points d'entrée pour les faire rentrer à nouveau quelques semaines plus tard. Dans le Nord, je n'ai jamais entendu parler de relève d'avions, d'engins blindés, ni même d'armes complètes ou de munitions. Je pense que nous avons le droit de nous demander comment il est possible qu'une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes puisse assurer son approvisionnement logistique avec le seul matériel dont les chiffres nous sont communiqués ... dans le Sud, les équipes exercent un contrôle ... sur tout le matériel qu'on fait entrer en Corée - ce contrôle étant assuré à l'aide de documents présentés par les autorités locales (manifestes de chargement, manifestes de navire), ainsi que par des inspections effectuées sur place. J'insiste sur le fait que, dans le Sud, ces documents et ces inspections portent non seulement sur le matériel de combat, mais également sur le matériel autre que le matériel de combat. Par contre, nous constatons que, dans le Nord, il n'y a jamais plus de deux, au maximum quatre, inspections par mois portant sur des pièces détachées de matériel de guerre et cela, aux seuls points d'entrée de Sinuiju et Manpo."

"Le général Mohn, chef de la délégation suédoise à la Commission neutre de contrôle, a fait remarquer que les équipes opérant dans le Sud acquéraient progressivement une idée exacte des mouvements de toutes les cargaisons aux points d'entrée dont elles avaient la charge. Les membres polonais et tchécoslovaques des équipes ne se montraient que trop empressés à inspecter toutes sortes de marchandises qui n'avaient pas le moindre rapport avec le matériel de combat. Ils ne s'embarrassaient pas le moins du monde de l'interprétation restrictive de la Convention d'armistice dont semblaient s'inspirer leurs chefs à Panmunjon ... que s'est-il passé dans le Nord ? Nous savons tous qu'en Corée du Nord, les équipes ont dû attendre pendant un temps anormalement long avant de pouvoir s'occuper de quoi que ce soit. Elles erraient sans but aux points d'entrée dont elles avaient la charge, sans trop savoir ce qu'elles devaient faire.

"En ce qui concerne les terrains d'aviation, vous connaissez aussi bien que nous la situation qui existait dans le territoire relevant de votre autorité au moment où la Convention d'armistice a été signée. Tous les terrains d'aviation sous le contrôle de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois avaient subi des attaques incessantes et étaient inutilisables. Des photographies prises le 27 juillet 1953 par le Commandement des Nations Unies attestent qu'à cette date, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois n'avaient aucune aviation et pas un seul champ d'aviation utilisable. Notre partie a présenté ces photographies officielles à la Commission neutre de contrôle et les faits divulgués n'ont jamais été contestés ni réfutés.

"Peu de mois après la signature de la Convention d'armistice, notre service de radar a détecté une activité sans cesse croissante d'avions à réaction dans le territoire occupé par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois. Ces détectations au radar prouvent d'une manière irréfutable que vous avez violé l'alinéa d) du paragraphe 13.

"Le 21 septembre 1953, ces faits ont été une nouvelle fois confirmés. En effet, le lieutenant Ro Kum Suk, officier pilote de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois a déserté l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, a atterri sur un aéroport de la République de Corée et livré aux autorités un avion de combat MIG-15 qui avait été introduit illégalement dans le territoire relevant de l'autorité de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois, en violation du paragraphe 13, alinéa d), de la Convention d'armistice. Ce pilote a prouvé de façon irréfutable qu'il s'était occupé du mouvement aérien d'avions MIG-15 entre le 27 juillet et le 21 septembre 1953. Ces avions de combat ont été introduits dans le territoire placé sous le contrôle militaire de votre partie après la signature de la Convention d'armistice et en violation directe et délibérée de cette Convention. Ce pilote avait pu constater personnellement que 80 avions de combat au moins avaient été introduits, contrairement aux dispositions du paragraphe 13, alinéa d), dans le territoire de votre partie.

"En présence de ces faits graves dont il avait des preuves irréfutables, le Commandement des Nations Unies a, le 12 octobre 1953, élevé pour la première fois une protestation formelle contre la violation du paragraphe 13, alinéa d) de la Convention d'armistice dont s'étaient rendus coupables l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, en faisant pénétrer illégalement des avions dans le territoire relevant de leur autorité. Le Commandement des Nations Unies a prié la Commission neutre de contrôle de procéder à une enquête sur un champ d'aviation situé aux environs d'Uiiju, où l'on savait de façon certaine que ces avions se trouvaient. Malgré les efforts de vos membres tchèques et polonais de la Commission neutre de contrôle pour empêcher cette enquête, la Commission neutre de contrôle a finalement décidé d'envoyer une équipe d'inspection mobile; cependant, grâce à la collusion, sur les lieux de l'enquête, entre les membres tchèques et polonais et l'équipe d'inspection mobile, et les représentants militaires de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois, vous avez réussi à rendre impossible toute enquête véritable. Les documents demandés par les membres suisse et suédois de l'équipe leur ont été refusés sous le prétexte qu'il s'agissait de documents secrets; les membres suisse et suédois ont vu rejeter leur demande d'enquête à la gare de chemin de fer et en d'autres points d'expédition situés aux environs du champ d'aviation d'Uiiju; enfin, les visites du champ d'aviation d'Uiiju ont été strictement limitées et surveillées, de manière à être sûr que l'équipe ne constaterait aucun fait compromettant.

"Se fondant sur des preuves nouvelles établissant que vous persistiez à constituer en secret une aviation, le Commandement des Nations Unies a élevé, le 9 février 1954, une deuxième protestation formelle contre l'introduction illégale d'avions de combat. Dans une lettre adressée à la Commission neutre de contrôle, le Commandement des Nations Unies a précisé nos accusations et demandé l'envoi d'équipes mobiles d'inspection pour procéder à des observations, inspections et enquêtes spéciales sur les champs d'aviation de Pyong-Ni, Taechon, Pyongyang Est, Uiiju, Pyongyang Central, Sinuiju Nord-est, Wonsan, Saamcham et Sunan, ainsi que sur les routes et voies ferroviaires de contournement situées à proximité des points d'entrée de Sinuiju, Chongjin et Manpo.

"Les membres suisse et suédois de la Commission neutre de contrôle étaient favorables à l'envoi d'équipes mobiles d'inspection mais la décision n'a pu en être prise en raison du veto de vos camarades polonais et tchèque, qui ont ainsi empêché toute enquête. Dès le 29 janvier 1954, le général Bures, de la délégation tchécoslovaque, avait résumé comme suit l'attitude que les membres tchèques et polonais avaient adoptée chaque fois que le Commandement des Nations Unies avait présenté une demande d'enquête : 'Toutes les accusations portées contre l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois sont fabriquées de toutes pièces ...'. Par la suite, le 10 février 1954, le colonel Bibrowski, membre polonais de la Commission, parlant d'une demande d'équipes mobiles d'inspection formulée par le Commandement des Nations Unies, a déclaré : 'La délégation polonaise ne peut accepter d'examiner une telle demande et elle n'est disposée en aucun cas à y donner suite.'

"L'attitude adoptée par votre partie et l'attitude contraire à la neutralité adoptée par les représentants tchèque et polonais à la Commission neutre de contrôle, à l'occasion de cette protestation du Commandement des Nations Unies et de sa protestation antérieure, ont prouvé de façon évidente qu'une inspection neutre et véritable de vos agissements illégaux était pratiquement impossible. Bien que, pendant toute l'année qui a suivi, le Commandement des Nations Unies ait parfaitement su que vous continuiez de constituer illégalement une force aérienne, ce n'est que le 5 février 1955 - date à laquelle vous avez ouvertement utilisé les forces aériennes illégalement accumulées en vous livrant à une attaque non provoquée contre un avion du Commandement des Nations Unies qui s'acquittait d'une mission d'entraînement régulière au-dessus d'eaux internationales - que le Commandement des Nations Unies a élevé une nouvelle protestation contre les agissements de votre partie.

"Au cours des discussions que la Commission d'armistice militaire a consacrées à cet incident, vous avez reconnu par mégarde que votre propre avion MIG avait participé à cette bataille aérienne. Cet aveu confirmait entièrement que vous aviez introduit illégalement des avions de combat, que vous ne présentiez pas de rapports exacts sur le matériel de combat introduit en Corée et que vous évitiez les points d'entrée désignés, le tout en violation de la Convention d'armistice.

"En conséquence, le Commandement des Nations Unies a, le 21 février 1955, protesté formellement, pour la troisième fois, contre l'introduction illégale de matériel de combat. Une fois de plus, la plainte était détaillée : 'Le Commandement des Nations Unies accuse l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois d'avoir fait entrer, entre le 27 juillet 1953 et le 5 février 1955, dans le territoire qu'ils contrôlent militairement, des avions de combat du type MIG, des armes et des munitions pour ces avions en excédent des avions de combat du type MIG, des armes et des munitions pour ces avions qu'ils détenaient le 27 juillet 1953 dans ledit territoire et de n'en avoir pas rendu compte à la Commission neutre de contrôle, selon les modalités prescrites, cela en violation du paragraphe 13, alinéa d), et d'autres dispositions de la Convention d'armistice.'

"Une fois de plus, le Commandement des Nations Unies a demandé qu'une équipe mobile d'inspection procède à une enquête sur six champs d'aviation où l'on savait que se trouvait la base des avions MIG introduits illégalement. Une fois encore, vos fidèles Tchèques et Polonais vous ont habilement représenté à la Commission neutre de contrôle et ont réussi à retarder d'une semaine l'envoi des équipes mobiles d'inspection, ce qui vous a permis de faire partir vos MIG des bases où devait avoir lieu l'enquête, et de faire disparaître ou de dissimuler les preuves compromettantes. Le fait que la plupart de vos MIG ont quitté les bases en question a été établi d'une façon irréfutable par notre service de radar. Lorsque les équipes mobiles d'inspection sont arrivées sur vos champs d'aviation, tous les efforts des membres suisses et suédois pour procéder à des enquêtes complètes et impartiales, ont été rendus vains par les membres tchèques et polonais, tout comme, en octobre 1953, l'enquête d'Uiiju avait été rendue impossible par eux. Bien que les rapports officiels présentés par ces équipes révèlent que la présence d'au moins 88 appareils MIG a été constatée sur ces aérodromes, les Tchèques et les Polonais ont opposé leur veto aux demandes des membres suisse et suédois qui voulaient qu'on leur communique les documents permettant d'établir à quelles dates les appareils avaient été introduits dans le territoire relevant de votre autorité. Il importe de faire observer que ces documents étaient du genre de ceux que le Commandement des Nations Unies a communiqués sans hésitation aux équipes mobiles d'inspection opérant dans le Sud.

"Le 10 mai 1955, vos avions introduits illégalement se sont livrés à une nouvelle attaque non provoquée contre un avion du Commandement des Nations Unies qui s'acquittait d'une mission d'entraînement régulière au-dessus d'eaux internationales. Le 13 mai 1955, le Commandement des Nations Unies a envoyé une lettre de protestation énergique contre cet acte hostile commis par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, et a accusé votre partie, pour la quatrième fois, d'avoir fait pénétrer illégalement des avions de combat, en violation de la Convention d'armistice.

"Une analyse des rapports officiels qui ont été soumis, d'une part, par le Commandement des Nations Unies et, d'autre part, par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, à propos des mouvements de matériel de combat pendant la période allant du 28 juillet 1953 au 31 mai 1955, font apparaître ce qui suit :

"Le Commandement des Nations Unies a présenté 1.969 rapports concernant du matériel de combat, et portant sur le mouvement de 16.141 avions de combat, 2.492 engins blindés, 447.803 armes et 608.386.231 cartouches ou chargeurs.

"L'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ont présenté 162 rapports concernant du matériel de combat, et portant sur le mouvement de 245 engins blindés, 144.808 armes et 50.674.619 cartouches ou chargeurs; il n'a été fait mention d'aucun avion de combat dans ces rapports. Je répète, depuis vingt-deux mois que l'armistice a été conclu, et bien que vous ayez, à deux reprises, utilisé ouvertement et en grand nombre vos avions de combat acquis illégalement, pour vous livrer à des attaques injustifiées contre le Commandement des Nations Unies, votre partie n'a pas encore soumis de rapport signalant l'entrée ou la sortie d'avions de combat.

"Le 21 juin 1955, vers 13 h.15, le lieutenant Lee Un Yong, pilote, et le sous-lieutenant Lee In Son, navigateur, tous les deux membres de l'Armée de l'air populaire coréenne, ont déserté, quitté l'aérodrome de Pyongyang Central et atterri à la base aérienne de Séoul où ils nous ont livré un appareil YAK-18. Ils se sont aussi rendus à nous et nous ont demandé asile pour fuir la tyrannie et les excès dont ils étaient victimes dans le territoire relevant de votre autorité. Il a été fait droit à leur demande. Ils nous ont, en outre, offert leur concours le plus entier pour faire échouer votre conspiration criminelle.

"Vous savez qui sont ces hommes. Ils ont occupé dans vos forces armées des postes de confiance et comportant de grandes responsabilités. Le pilote, lieutenant Lee, a servi dans vos forces armées pendant huit ans et six mois. Il est diplômé de l'Académie aérienne de Tchkalov (URSS) et de l'Ecole d'officiers aviateurs de Yenchi (Mandchourie). Vous lui avez décerné la médaille de troisième classe de l'ordre du drapeau national, la médaille de deuxième classe de l'ordre du drapeau national, la médaille de deuxième classe de l'ordre de la liberté et de l'indépendance, enfin la médaille du mérite aérien. Le lieutenant Lee était membre de l'Armée de l'air populaire coréenne; il servait au 858ème régiment autonome, de bombardiers de nuit.

"Le sous-lieutenant Lee In Son a servi dans vos forces armées quatre ans et neuf mois. En reconnaissance de ses services, vous lui avez décerné la médaille du mérite. Il était membre de l'Armée de l'air populaire coréenne; il servait au 858ème régiment autonome de bombardiers de nuit.

"Le lieutenant Lee, pilote de l'appareil YAK-18, a été stationné à l'aérodrome de Pyongyang Central, une première fois de juillet 1953 à septembre 1954 et une seconde fois, depuis le mois de février 1955 jusqu'au 21 juin 1955, date de sa défection. Quant au navigateur, il a été attaché à Pyongyang Central de juillet 1953 jusqu'au 21 juin 1955, date de sa défection en compagnie du lieutenant Lee. Les deux hommes se rendaient très régulièrement à d'autres bases importantes, utilisées par vos forces aériennes. Ils étaient donc bien au courant de l'aménagement des divers aérodromes de Corée du Nord, et ils connaissaient parfaitement la force, la composition, la répartition et les opérations de votre aviation illégalement constituée.

"Je vous communique maintenant les preuves que ces deux anciens membres de votre aviation nous ont librement et spontanément fournies :

"1. L'appareil YAK-18 que le lieutenant Lee et le sous-lieutenant Lee ont piloté le 21 juin 1955 de Pyongyang Central à Séoul, porte le numéro de série 8715. Il est muni, sous chaque aile, d'un lance-bombe capable de porter une bombe de 100 kg. Le lieutenant Lee a déclaré qu'entre le mois d'octobre 1951 et le mois de mars 1952, alors qu'il était stationné à Antoung (Mandchourie), il pilotait des avions de ce type et a, pour des opérations de bombardement nocturnes, effectué 600 heures de vol dans ce type d'avion, dont 200 heures en combat. Le YAK-18 dans lequel les militaires en question sont arrivés à Séoul est un avion de combat conforme à la définition de la Commission d'armistice militaire; il a été introduit en Corée en avril 1954, en violation directe du paragraphe 13, alinéa d).

"2. Nous savons parfaitement - nos photographies prises le 27 juillet 1953 le prouvent - qu'au moment de la signature de la Convention d'armistice, il n'existait dans le territoire sous votre commandement aucun aérodrome susceptible d'être utilisé par des avions de combat; néanmoins, ces deux hommes ont déclaré qu'Uiju, Sunan, Sunchon, Pyongyang Est (Mirin-Ni) et Onkong-Ni ont été entièrement réaménagés et sont utilisés par des avions de combat. Nos radars ont détecté une activité aérienne sur ces terrains. Ces hommes ont aussi déclaré qu'on aménageait d'autres aérodromes qui puissent être utilisés par les appareils, en nombre sans cesse croissant, de l'Armée de l'air populaire coréenne. Ceci est une nouvelle preuve de l'expansion de votre puissance aérienne.

"3. Les deux hommes dont il s'agit étaient stationnés à Pyongyang en mars 1955, lorsque les équipes mobiles d'inspection Nos 6, 7 et 8 ont effectué leurs enquêtes. Le lieutenant Lee et le sous-lieutenant Lee ont fourni des renseignements précis sur les mesures prises par vous pour faire disparaître, camoufler ou dissimuler tous les éléments de preuve compromettants, pendant les enquêtes effectuées par les équipes mobiles d'inspection. Vous avez notamment eu recours aux ruses suivantes :

- "A. Vous avez fait partir de nombreux avions de combat des champs d'aviation qui allaient être inspectés.
- "B. Vous avez caché des avions de combat dans les ravins, situés à proximité des aérodromes, et vous les avez camouflés.
- "C. Vous avez démonté certains de vos avions et les avez dissimulés.
- "D. Vous avez renforcé la garde aux environs des lieux où vous aviez caché des appareils et empêché les équipes mobiles d'inspection de visiter ces zones.
- "E. Vous avez fixé des limites arbitraires aux aérodromes, restreignant ainsi le champ d'opérations des équipes mobiles d'inspection.

"F. Vous avez préparé de faux témoignages en endoctrinant longuement et soigneusement les témoins probables et en remplaçant, grâce à une substitution d'insignes, des officiers de rang inférieur par des officiers supérieurs politiquement endoctrinés.

"G. Vous avez retardé le montage des avions de combat nouvellement arrivés à Taecheon en laissant les pièces dans leurs caisses jusqu'au moment où les équipes mobiles d'inspection eurent terminé leurs enquêtes. Le lieutenant Lee qui sait lire le russe a remarqué sur les étiquettes attachées à l'un des avions de combat de son unité l'inscription "Usine d'aviation de Kiev". Le livre de bord de cet appareil indiquait qu'il avait quitté l'usine russe en mars 1955.

"4. Le lieutenant Lee et le sous-lieutenant Lee ont également déclaré que, depuis la signature de la Convention d'armistice, l'Armée de l'air populaire coréenne avait été illégalement renforcée, si bien qu'à l'heure actuelle, il y a plus de 500 avions de combat, pour la plupart des appareils à réaction du type MIG-15. Ce fait a également été confirmé par nos radars et par les incidents au cours desquels nos avions ont été attaqués, au-dessus d'eaux internationales, par des chasseurs de l'Armée de l'air populaire coréenne.

"5. Le lieutenant Lee et le sous-lieutenant Lee ont confirmé que les chasseurs à réaction MIG-15 qui, les 5 février et 10 mai 1955, ont attaqué des appareils des Nations Unies au-dessus d'eaux internationales, étaient partis de bases situées en territoire soumis à votre contrôle militaire et que ces avions MIG faisaient partie de vos forces aériennes.

"Les renseignements qui nous ont été fournis par les deux dernières personnes qui ont quitté vos rangs ne font que confirmer les preuves accumulées antérieurement; ils constituent un nouveau maillon de la longue chaîne de preuves que le Commandement des Nations Unies a réunies afin d'établir d'une façon irréfutable que vous avez illégalement renforcé votre puissance aérienne.

"Je viens de dresser l'état officiel des violations nombreuses et répétées du paragraphe 13 d), du paragraphe 17 et d'autres dispositions essentielles de la Convention d'armistice, que vous avez commises depuis la conclusion de l'armistice. Cet état est, pour le Commandement des Nations Unies et pour le monde libre, la preuve écrasante de votre manque absolu de sincérité, d'honnêteté et d'intégrité. Les forces de combat, et plus particulièrement les forces aériennes, que vous avez constituées illégalement et clandestinement depuis la signature de l'armistice, créent une situation grave qui menace la structure et la stabilité de l'armistice lui-même.

"Le Commandement des Nations Unies tient maintenant à élever la protestation la plus énergique et la plus grave qu'il ait élevée contre votre partie depuis la signature de l'armistice et déclare qu'en renforçant votre puissance de combat d'une manière délibérée, intentionnelle et illégale, vous avez :

"1. Violé d'une façon flagrante chacune des dispositions essentielles de la Convention d'armistice et méconnu l'esprit de ce document ainsi que l'intention de ses auteurs;

"2. Démontré clairement votre intention, d'un caractère agressif, de vous assurer un avantage militaire sur les forces du Commandement des Nations Unies.

"Le Commandement des Nations Unies demande :

"1. Que vous fournissiez sans délai au Commandement des Nations Unies un état exact de tout le matériel de combat et de tous les avions de combat introduits dans le territoire relevant de votre autorité, depuis la signature de l'armistice.

"2. Que vous présentiez immédiatement à la Commission neutre de contrôle des rapports dûment rectifiés sur le matériel de combat, dans lesquels seront indiquées les importantes quantités de matériel de combat et les centaines d'avions que vous avez introduites illégalement en Corée.

"3. Que vous cessiez immédiatement d'introduire illégalement dans le territoire relevant de l'autorité de votre partie du nouveau matériel et de nouveaux avions de combat.

"Depuis l'été dernier, nous écoutons la musique douceuse de votre propagande de paix et vos déclarations en faveur d'une Corée unie, libre et indépendante, mais en même temps, nous devons tenir compte de vos violations, incessantes, délibérées et flagrantes, de la Convention d'armistice, de vos actes hostiles et agressifs et de vos atrocités inhumaines et sanguinaires. Le moment est venu d'exiger que les forces qui dirigent vos activités criminelles essaient enfin de concilier l'attitude de votre docteur Jekyll avec celle de votre Mr. Hyde."

State-FD, Washington, D.C.

DECLARATION FAITE A LA COMMISSION MILITAIRE D'ARMISTICE
A PANMUNJOM (COREE) LE 14 JUILLET 1955, PAR LE REPRESENTANT
DU COMMANDEMENT DES FORCES DES NATIONS UNIES

"A la 60ème séance de la Commission militaire d'armistice, j'ai fourni de nombreuses preuves établissant que votre partie (la partie communiste) en collusion avec vos camarades tchécoslovaque et polonais de la Commission neutre de contrôle, avait rendu inopérantes toutes les enquêtes qui ont été demandées en vue de vérifier certains faits relatifs à vos nombreuses et continuelles violations de la Commission d'armistice et au renforcement illégal de vos forces armées. Dans votre réponse fort longue, décousue et quelque peu incohérente, vous n'avez pas réussi à apporter la moindre preuve concrète pour réfuter mes accusations, mais avez néanmoins prétendu que les membres tchécoslovaque et polonais de la Commission neutre de contrôle avaient toujours adopté une attitude neutre et rempli leurs fonctions avec loyauté et impartialité. Il semble donc nécessaire d'apporter de nouvelles preuves et c'est ce que je me propose de faire maintenant.

"A mon avis, il n'existe pas de preuves moins sujettes à caution que les paroles ou les écrits des membres de la Commission neutre de contrôle eux-mêmes. Je citerai donc les passages suivants, extraits des comptes rendus officiels de la Commission neutre de contrôle, qui figureront ainsi dans les comptes rendus officiels de la Commission militaire d'armistice.

"A la 122ème séance de la Commission neutre de contrôle, le général Mohn, représentant de la Suède, a dit : 'Depuis le début de nos travaux, les membres tchécoslovaque et polonais n'ont cessé de porter des accusations injustifiées contre le Commandement des forces des Nations Unies, au sujet de prétendues violations de l'Accord d'armistice qui en fait n'existent que dans leur imagination. Ils n'ont pas ménagé leurs termes et le membre suédois a parfois été choqué par le style, la teneur et la violence d'un grand nombre de déclarations des membres tchécoslovaque ou polonais. Ainsi, s'ils sont blessés par les accusations portées contre eux par le chef de la délégation du Commandement des forces des Nations Unies, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Ils ont délibérément provoqué cette réaction aussi bien par leurs propos que par leurs actes. Je ne crois donc pas que le rôle d'innocents outragés leur convienne. Quand on n'est pas soi-même irréprochable, il vaut mieux ne pas jeter la pierre aux autres !

"A cette même séance de la Commission neutre de contrôle, le général Mohn a dit : 'Le summum a été atteint par le refus formel des membres tchécoslovaque et polonais de prendre en considération toute demande touchant à la question des prisonniers de guerre. Le membre suédois n'a évidemment pas été surpris que la partie intéressée adopte, elle-même, cette attitude. J'ai maintenant l'habitude de constater que

des liens invisibles s'étendent dans différentes directions. Il résulte de tout cela que deux membres de cette Commission ignorent délibérément certaines des plus importantes dispositions de la Commission d'armistice.'

"La partie accusée a protesté de son innocence et les membres tchécoslovaque et polonais se sont empressés de se porter à son secours. Le membre suédois a été profondément choqué par cette attitude et il a estimé qu'elle sonnait le glas de notre Commission. Je ne peux que rejeter, comme dénués de toute valeur, les arguments spécieux et vagues qui nous ont été présentés ici. Même si l'on admet que certains passages de la demande du Commandement des forces des Nations Unies auraient pu être rédigés de façon différente, il n'y a absolument aucune excuse pour ne pas envoyer d'équipes mobiles. Nous avons lamentablement échoué dans l'exécution des obligations qui nous incombent en vertu de la Convention d'armistice, en ce qui concerne une de ses dispositions essentielles. Toutefois, le membre suédois décline toute responsabilité pour ce regrettable état de choses.'

"Les membres tchécoslovaque et polonais se sont montrés très exigeants dans leurs demandes à l'égard du Commandement des forces des Nations Unies alors qu'ils protégeaient l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois contre toute enquête embarrassante et même contre tout contrôle efficace régulier portant sur le remplacement du matériel de combat. Et on peut dire que, sur ce dernier point, ils ont parfaitement réussi.'

"A la 122ème séance, le général Mohn a dit encore : 'A de très nombreuses reprises, les membres suédois et suisses de nos équipes opérant dans le nord ont proposé aux membres tchécoslovaques et polonais de prendre des mesures pour renforcer les opérations de contrôle dans cette région et les rendre plus efficaces. Mais les membres tchécoslovaques et polonais de ces équipes se sont toujours empressés d'entraver tous les efforts déployés à cet égard par leurs collègues suisses et suédois. Ainsi, aucune demande pour un meilleur contrôle en Corée du Nord n'est jamais parvenue à l'Armée populaire coréenne et aux Volontaires du peuple chinois. Il est bien évident que cette partie n'a pas pu donner suite à des demandes qu'elle n'a jamais reçues. Ce sont donc les membres tchécoslovaques et polonais des équipes qui sont entièrement responsables de la situation regrettable qui règne dans le nord. Si les membres tchécoslovaques et polonais des équipes opérant dans le nord avaient collaboré sincèrement avec leurs collègues suédois et suisses, comme les membres suédois et suisses des équipes opérant dans le sud ont collaboré avec leurs collègues tchécoslovaque et polonais, la situation aurait pu être entièrement différente dans le nord. Ainsi, les membres tchécoslovaque et polonais ont une très lourde responsabilité dans l'inefficacité de nos opérations de contrôle dans le nord. Par leur attitude, ils compromettent l'existence même de la Commission. Telle est mon opinion réfléchie.'

"Le ministre Escher, représentant de la Suisse, a dit à la 179^{ème} séance : 'Pour ce qui est de la déclaration du membre polonais concernant toutes les choses épouvantables qui se passent dans la région sud, je ne peux que m'associer à ce qu'a dit le membre suédois et je m'exprimerai en termes plus énergiques encore. Je pense que la déclaration du membre polonais est une condamnation de toute l'activité des unités qui opèrent dans le sud et qu'elle prouve, s'il a raison, l'inutilité absolue des travaux de ces unités. Je suppose que c'est d'une main tremblante que le membre polonais signe chaque mois le rapport signalant que nous avons constaté que les deux parties sont restées dans les limites fixées par la Convention d'armistice.'

"A la 114^{ème} séance de la Commission neutre de contrôle, le général Mohn a de nouveau parfaitement analysé la situation en disant : 'Depuis le début des travaux de cette Commission, les membres tchécoslovaque et polonais ne se sont pas écartés d'un pouce de la ligne tracée par la partie constituée par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois, et ils ne se sont pas permis de lui adresser la plus légère critique au sujet de ses actes ou de ses déclarations.'

"A la 105^{ème} séance de la Commission neutre de contrôle, le général Mohn, résumant l'attitude des membres tchécoslovaque et polonais, a dit : 'Quand une accusation est portée contre le Commandement des forces des Nations Unies, il est établi à l'avance qu'une violation a eu lieu. Quand ce sont l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois qui sont accusés d'une violation, il est établi à l'avance qu'aucune violation n'a eu lieu.'

"A la 122^{ème} séance plénière, le général Mohn a dit : 'Les membres tchécoslovaque et polonais n'ont cessé de prétendre que les demandes du Commandement des forces des Nations Unies n'étaient pas formulées conformément aux prescriptions de la Convention d'armistice. Ils se sont retranchés derrière des arguties juridiques. Faire la lumière sur des allégations qui, après tout, concernaient le sort tragique d'êtres humains, ne les intéressait nullement. Ils se sont surtout préoccupés d'éviter à tout prix une enquête et ont inventé des arguments pour faire échouer chacune de ces demandes. Mais quand ils se sont enfin rendus compte qu'ils ne pouvaient se dérober plus longtemps à leurs obligations, ils ont brutalement déclaré qu'ils n'accepteraient en aucun cas une enquête sur les anciens prisonniers de guerre.'

"Le général Macker, représentant de la Suisse, a également fait allusion à la duplicité des Tchécoslovaques et des Polonais quand il a dit, à la 102^{ème} séance : 'Je regrette de devoir dire que, contrairement à toutes les règles en usage dans nos pays, les représentants de la Pologne et de la Tchécoslovaquie ont porté un jugement sur la situation en accusant avant que l'enquête soit terminée. En acceptant dès le début - il est aisé de le constater - l'accusation portée contre l'une des parties, ils se sont identifiés avec l'autre partie au lieu de s'acquitter de leurs devoirs de juges.'

"A la 96ème séance, le général Mohn a prononcé les paroles suivantes concernant la soi-disant impartialité des Tchécoslovaques et des Polonais: 'Il ne m'a pas fallu écouter un grand nombre des phrases prononcées par le colonel Bibrowski pour constater qu'il était entièrement sorti du sujet. Mais plus je l'ai écouté, plus j'ai pensé qu'il serait intéressant de faire figurer son long discours au compte rendu, parce qu'il est caractéristique du genre d'objectivité et de neutralité dont il s'est fait ici le porte-parole. Et je ne peux que le complimenter sincèrement de l'habileté avec laquelle il se fait, en cette occasion, l'interprète de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois.'

"A la 122ème séance, le général Macker, représentant de la Suisse, a souligné la partialité évidente des Tchécoslovaques et des Polonais et la neutralité absolue des Suisses et des Suédois en disant: 'Tout comme la délégation suisse, la délégation suédoise a accepté d'envoyer, comme on le demandait, des équipes mobiles d'inspection. Les délégués polonais et tchécoslovaque, par contre, ont rejeté les demandes présentées par le Commandement des forces des Nations Unies. Je ne reviendrai pas sur la discussion qui a eu lieu lorsque la question a été examinée à la Commission. Je voudrais cependant rappeler aux membres de la Commission que les arguments présentés par les délégations tchécoslovaque et polonaise étaient en contradiction avec les dispositions très claires de la Convention d'armistice. Par leur attitude, elles ont empêché la Commission elle-même de s'acquitter de sa tâche et ils ont, de l'avis de la délégation suisse, créé au sein de la Commission une situation telle qu'il devient extrêmement difficile pour la Commission neutre de contrôler d'accomplir et mener à bien cette tâche.'

"A la 176ème séance, le ministre Escher, représentant de la Suisse, a lui aussi relevé la partialité des Tchécoslovaques et des Polonais: 'Bien que je n'aime pas me répéter, je me vois obligé de dire encore une fois que le point de vue que vient d'exposer le membre tchécoslovaque me paraît en contradiction flagrante avec les positions prises à la séance qui a eu lieu il y a dix jours. Je pense que si les membres présents veulent bien se donner la peine de lire le compte rendu de la 174ème séance extraordinaire à laquelle nous avons examiné la question des équipes mobiles d'inspection, ils constateront que les membres polonais et tchécoslovaque ont insisté pour que la Commission neutre de contrôle, si la demande lui en était faite, envoie des équipes mobiles d'inspection sans que la Commission ait au préalable entendu les deux parties. Aujourd'hui, ce sont les mêmes membres qui ont adopté cette position à une séance antérieure qui non seulement suggèrent que l'on entende au préalable les deux parties, mais encore demandent qu'elles produisent leurs preuves avant que nous envoyions les équipes mobiles d'inspection.'

"Le général Gross, représentant de la Suisse, a déclaré à la 133ème séance : 'Je dois dénoncer les rapports d'information polono-tchécoslovaques provenant du Sud qui sont de toute évidence des expédients lamentables ayant uniquement pour objet de fournir des données à l'appui d'accusations absolument insoutenables; ces délégations sont par ailleurs toujours prêtes à minimiser l'importance de ces rapports lorsqu'ils sont embarrassants pour la partie nord-coréenne.'

"A la 141ème séance, le général Jodahl, représentant de la Suède, a formulé une observation très intéressante : 'Ce qui importe c'est que la Commission prouve à la Commission militaire d'armistice, et j'ose même dire au monde entier, qu'elle est pour le moins capable de décider si les données qui lui sont soumises indiquent que l'on a introduit du personnel ou du matériel militaires en quantités plus importantes qu'il n'est permis. Si la seule question sur laquelle nous puissions aboutir à un accord est la date de notre prochaine séance, j'estime qu'il sera difficile pour nous de soutenir que notre Commission est en mesure d'accomplir la tâche qui lui a été assignée.'

"Reportons-nous maintenant à l'histoire des enquêtes effectuées par les dix équipes mobiles d'inspection depuis la signature de l'armistice. Il en ressort clairement qu'il n'a jamais été possible de présenter des rapports communs sur les enquêtes. Chaque fois qu'on n'a pu aboutir à un accord dans la région nord, c'était en raison de la falsification ou de la suppression des preuves par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois et en raison du concours que leur ont apporté les membres tchécoslovaque et polonais. Vous avez refusé de produire les documents nécessaires, vous avez profité de ce que les interprètes n'étaient pas neutres pour falsifier les dépositions, et vous avez altéré ou refusé de communiquer les dépositions des témoins. Dans le sud, vos amis tchécoslovaques et polonais ont effectué des enquêtes qu'il n'y avait pas lieu de faire, et ont dépassé le cadre de ces enquêtes en s'efforçant de réunir des preuves établissant des violations de la part du Commandement des forces des Nations Unies, tout en refusant d'examiner la documentation et les données pertinentes qui étaient présentées par notre partie; puis, dès qu'ils s'apercevaient que les résultats seraient négatifs, ils changeaient d'attitude et n'étaient plus disposés à pousser leur enquête assez loin pour déterminer qu'en fait aucun matériel de combat n'avait été introduit illégalement en Corée.

"Les équipes mobiles d'inspection Nos 1, 2 et 3 ont procédé à des enquêtes dans les camps de prisonniers de guerre de Koje-Do, Yong Ding et Imjin River Bridge. Ces équipes ont présenté des rapports peu concluants à la Commission neutre de contrôle qui a examiné ces rapports du 5 au 16 septembre 1953. Aucun accord n'a pu se faire et la Commission neutre de contrôle a transmis à la Commission militaire d'armistice deux séries de conclusions distinctes : celles des membres tchécoslovaques et polonais d'une part, et celles des membres suédois et suisse d'autre part.

"Les membres suisse et suédois de la Commission neutre de contrôle ont résumé comme suit le résultat de ces enquêtes : 'L'enquête semble indiquer que les plaintes formulées par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois sont exagérées ou manquent de précision. La plupart des incidents invoqués en admettant qu'ils aient eu lieu, ne se seraient pas produits si les représentants de la Société de la Croix-Rouge de la République démocratique populaire de Corée et de la Croix-Rouge de la République populaire de Chine s'étaient conformés aux règlements très simples édictés par les autorités des différents camps. En refusant à diverses reprises de faire preuve de bonne volonté, les représentants de la Société de la Croix-Rouge de la République démocratique populaire de Corée et de la Société de la Croix-Rouge de la République populaire de Chine paraissent avoir, sans nécessité aucune, rendu plus difficile la tâche des autorités des camps des Nations Unies. Dans certains cas, on peut même se demander si ces représentants ont bien compris leur rôle humanitaire et ne se sont pas intéressés davantage à des questions sans aucun rapport avec une mission de Croix-Rouge.'

"L'équipe militaire d'inspection No 4, elle non plus n'a pu obtenir de résultats positifs. A la 60ème séance de la Commission militaire d'armistice, vous avez déclaré : 'Les équipes mobiles d'inspection des Nations Unies ... ont constaté à l'aérodrome d'Uiju la présence d'un grand nombre d'avions de combat, y compris des MIG, qui étaient déjà en la possession de notre partie avant la conclusion de l'armistice, et ces équipes ont reconnu que ces avions étaient déjà en notre possession avant la conclusion de l'armistice.' Votre déclaration éludait la question. L'équipe No 4 n'a jamais dit que les avions qu'elle avait vus se trouvaient en Corée avant l'armistice; c'est justement là le point contesté aux termes du paragraphe 13 D.

"Vous avez essayé de prouver par des sophismes exactement l'opposé de ce qui est dit dans la 'conclusion' du rapport final de l'équipe No 4, daté du 26 octobre 1953. L'équipe n'a pas reconnu, et j'insiste sur ce point, que les avions en question étaient déjà en votre possession avant la conclusion de l'armistice. Elle a simplement dit qu'elle n'avait trouvé aucune preuve indiquant que des avions avaient été expédiés dans des cadres, à l'aérodrome d'Uiju.

"En analysant cette conclusion à la 62ème séance de la Commission neutre de contrôle, le général Rihner, membre suisse de la Commission, a résumé d'une façon très claire et très exacte ce que l'équipe No 4 avait constaté. Il a dit : 'L'équipe n'a découvert aucune preuve indiquant que des avions emballés dans des cadres avaient été introduits en Corée. C'est la seule chose que l'équipe ait déterminé avec certitude ... Elle a constaté qu'il y avait des avions sur le terrain d'aviation, mais on a refusé de lui laisser examiner les livres de bord. Un tel examen aurait probablement permis de déterminer la date à laquelle ces avions avaient été introduits... La seule chose que nous puissions établir c'est que l'équipe n'a pas trouvé d'avions emballés dans des cadres.' Il n'y a là qu'un nouvel exemple d'une enquête sans résultat.

"A la 105ème séance de la Commission neutre de contrôle, le général Bures, membre tchécoslovaque, a fait la déclaration suivante : 'De l'avis de la délégation tchécoslovaque, si le Commandement des forces des Nations Unies a demandé à la Commission neutre de contrôle d'envoyer dans la région nord trois équipes mobiles d'inspection, c'est uniquement pour utiliser cet incident à des fins de propagande contre la partie coréo-chinoise et pour tromper l'opinion publique mondiale.'

"Le Commandement des forces des Nations Unies ayant demandé en février 1954 qu'une enquête soit effectuée par une équipe mobile d'inspection, les membres tchécoslovaque et polonais ont estimé qu'ils avaient le droit de porter un jugement sur les infractions qui avaient été signalées avant l'envoi des équipes et avant que les accusations aient fait l'objet d'une enquête. A cet égard, rappelez-vous les paroles prononcées le 1er mars 1954, à la 105ème séance de la Commission neutre de contrôle, par le colonel Bibrowski (Pologne), au cours des débats sur la proposition visant à envoyer des équipes mobiles d'inspection dans les territoires relevant de l'autorité de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois. Il a dit : 'Les récentes demandes formulées par le général Lacey en vue de l'envoi d'équipes mobiles d'inspection dans les régions relevant de l'autorité de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois et, en particulier, sa lettre du 9 février, nous amènent à réfléchir sérieusement.'

"Ces demandes m'obligent à déclarer solennellement que, ni maintenant, ni dans l'avenir, la délégation polonaise n'acceptera d'envoyer des équipes mobiles d'inspection sur de simples accusations dénuées de fondement, si la nécessité de procéder à de telles enquêtes n'est pas suffisamment établie et s'il n'est pas certain que l'on ne cherche pas à abuser des activités de notre Commission ou de ses organes à des fins entièrement étrangères à l'observation, au renforcement et à la consolidation de l'armistice en Corée.'

"La difficulté qui avait surgi en ce qui concerne l'équipe No 4 s'est répétée lorsque l'équipe No 5 a essayé d'enquêter à Cnjong-Ni. Le 8 avril 1955, cette équipe a présenté son rapport à la Commission neutre de contrôle en même temps qu'une lettre indiquant que ses membres n'ayant pu s'entendre sur le texte d'un rapport, les différentes opinions étaient consignées dans des rapports d'information présentés par les membres tchécoslovaque et polonais d'une part et par les membres suédois et suisse d'autre part.

"Dans le rapport suisse et suédois, il était dit : 'En résumé, nous constatons que l'accusation portée par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois est fondée principalement sur les déclarations de témoins. Cependant, ainsi que nous l'avons déjà dit, ces déclarations ne peuvent être considérées comme dignes de foi.'

"La conclusion du rapport en question était la suivante : ' ... Un recensement méthodique de tout le matériel se trouvant en la possession des deux parties montre que non seulement le bien-fondé de l'accusation portée par l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ne doit pas être considéré comme prouvé, mais encore qu'il y a de sérieuses raisons de croire que les assertions de cette partie sont contraires à la vérité.'

"Dans le cas de l'enquête de l'équipe No 5, comme dans le cas de toutes les autres enquêtes, on a abouti à une impasse à la fois entre les membres de l'équipe et entre ceux de la Commission neutre de contrôle; la cause en est la foi politique des Tchécoslovaques et des Polonais, qui les oblige à prendre des décisions de nature à favoriser la thèse du parti communiste plutôt que des décisions fondées sur des preuves.

"Plus tard, en réponse à une demande du Commandement des forces des Nations Unies, la Commission neutre de contrôle a envoyé les équipes mobiles Nos 6, 7 et 8 dans le territoire relevant de l'autorité de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois pour enquêter sur six aérodrômes. Aucune de ces équipes n'a pu aboutir à une conclusion commune et des rapports unilatéraux ont été présentés à la Commission neutre de contrôle par les Tchécoslovaques et les Polonais d'une part, et par les Suisses et les Suédois d'autre part. Le rapport de la Commission neutre de contrôle à la Commission militaire d'armistice indiquait seulement que le bien-fondé des accusations n'avait pas été prouvé, ce qui n'indiquait nullement quelle était celle des parties dont la thèse était exacte.

"Les membres suisse et suédois de l'équipe mobile d'inspection No 6, qui ont inspecté les aérodrômes d'Uiju et de Namsi, ont dit dans leur rapport en date du 26 avril 1955 : 'L'équipe n'a pas été autorisée à visiter la carlingue des MIG ; on ne lui a pas non plus permis de relever ou de voir les numéros de série des avions inspectés. Ces numéros étaient recouverts de papier, sauf dans le cas de quatre avions se trouvant à Uiju. Ainsi, l'équipe n'a pas été en mesure de déterminer si les mêmes avions lui avaient été montrés plus d'une fois, et cela d'autant plus qu'il lui a été impossible de voir tous les avions le même jour; en effet, soit la partie en cause, soit les membres polonais et tchécoslovaque se sont lancés dans les deux occasions dans de longues discussions, disant qu'ils n'avaient jamais demander à inspecter tous les avions.'

"A Taechon, le 10 mars 1955, lorsque les membres de l'équipe mobile d'inspection No 7 ont voulu interroger l'un de vos soldats, votre officier de liaison a fait cette réponse absurde : 'Il n'appartient pas à cette unité, c'est un fou. Il a besoin de repos. Nous ne pouvons donc pas l'amener ici.'

"Les membres tchécoslovaque et polonais de l'équipe mobile d'inspection ont essayé de faire croire que pendant deux ans, vos avions de combat avaient effectué des opérations normales, y compris des exercices de tir et des vols d'entraînement, avec très peu de munitions, aucune pièce de rechange et sans changer les moteurs. Les membres suisse et suédois de l'équipe mobile No 7

ont résumé la situation dans leur conclusion, en disant : 'L'équipe n'a pas été en mesure de procéder à une enquête suffisamment approfondie... pour pouvoir juger si l'accusation ... est ou non justifiée.'

"Après avoir inspecté les aérodromes de Mirim-Ni et de Sunan, les membres suisse et suédois de l'équipe mobile d'inspection No 8 ont déclaré dans le rapport qu'ils ont présenté le 9 avril 1955 : 'Les demandes de preuves présentées par l'équipe ou par ses membres avaient pour objet d'aider le Commandement de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois à prouver l'exactitude des dires répétés de ses représentants. Si, en raison des refus de cette partie de produire les éléments de preuve demandés, les enquêtes n'ont pas pu être menées à bien, elle doit en accepter la responsabilité. Ses refus répétés sont en contradiction avec ses nombreuses promesses de fournir à l'équipe toute l'assistance possible ... Il est extrêmement regrettable que la partie en question n'ait pas essayé d'aider l'équipe à cet égard. Ce qui est plus grave encore, c'est la manière dont cette partie a essayé à différentes reprises d'amener les membres de l'équipe à faillir à l'intégrité en leur offrant de leur fournir des preuves matérielles, à condition que ces preuves ne soient utilisées que pour prouver que l'accusation du Commandement des forces des Nations Unies était fausse.'

"Si l'on étudie l'histoire des travaux des équipes stationnées aux points d'entrée désignés, on constate que les mêmes faiblesses ont entravé le fonctionnement de la Commission neutre de contrôle et les efforts qu'ont fait les équipes mobiles en vue d'effectuer des enquêtes.

"Les grandes différences qui existent entre le Nord et le Sud, pour ce qui est des mesures d'inspection et de contrôle, ont fait l'objet de longues discussions à la Commission neutre de contrôle. Ces différences ont été soulignées par le général Wacker, représentant de la Suisse, à la 114^{ème} séance de la Commission neutre de contrôle, le 1er avril 1954, quand il a insisté pour que l'on applique des méthodes d'inspection analogues des deux côtés de la ligne de démarcation militaire. S'opposant à tout compromis qui tiendrait compte des demandes tchécoslovaques et polonaises, le général Wacker a dit : 'Adopter une telle solution de compromis, ce serait maintenir le statu quo, c'est-à-dire les traitements différents auxquels, comme on l'a vu, sont soumis le Nord et le Sud. Plus encore, la discrimination ne ferait qu'aller en s'accroissant. Les membres tchécoslovaques et polonais ne négligeront aucun effort, pour accroître, dans le Sud, les pouvoirs des équipes neutres d'inspection qui dépassent déjà les limites fixées par la Convention d'armistice, si on l'interprète d'une façon étroite, alors que dans le Nord, les membres suisses et suédois se heurteront à une résistance accrue et même à une obstruction de la part de leurs collègues tchécoslovaques et polonais.'

"Il est tout aussi évident aujourd'hui qu'après la signature de la Convention d'armistice, que les membres de la Commission neutre de contrôle désignés par votre partie ne sont neutres que de nom et ne cherchent en aucune façon à remplir leur mission telle qu'elle est définie dans la Convention d'armistice. Ce sont des communistes fidèles dont la seule préoccupation est de favoriser le communisme international par tous les moyens en leur pouvoir.

"A la 60ème et à la 61ème séances, de la Commission militaire d'armistice, j'ai exposé de nombreux faits qui prouvent à l'évidence :

"1. L'attitude non neutre et partisane que les Tchécoslovaques et les Polonais ont toujours adoptée depuis la signature de l'armistice.

"2. Leur collaboration active avec votre partie en vue d'entraver toute enquête véritable sur le renforcement illégal de vos forces de combat et, en particulier, de votre aviation.

"Il semble donc approprié et légitime que le Commandement des forces des Nations Unies demande, maintenant, si votre partie a des propositions à faire pour remédier à cette situation intolérable."
